

MANUEL CASTELLS

CONSOMMATION COLLECTIVE, INTERÊTS DE CLASSE ET PROCESSUS POLITIQUE DANS LE CAPITALISME AVANCÉ

I. *Mode de production, mode de consommation et pratiques de classe*

Pour avancer dans le chemin d'une réformulation théorique des questions connotées par l'idéologie de l'urbain, il faut commencer par le commencement, en partant du *concept* central du *matérialisme historique*, à savoir, celui de *mode de production*, pour le relier ensuite à ce qui semble toucher, à un niveau très général, la problématique urbaine (le *mode de consommation*) à travers de qui constitue l'axe de toute analyse scientifique de la société: les classes sociales et leurs rapports contradictoires. Ce travail doit être mené, *à la fois*, sur le plan proprement conceptuel et sur celui du rappel des quelques grandes tendances historiques concernant la transformation du mode de production et du mode de consommation. C'est sur cette base que nous pourrions redéfinir des termes tels qu'urbain, ville, espace, etc.

1. *Qu'est-ce qu'un mode de production?*¹

Toute société concrète résulte de pratiques de classes déterminées par une articulation de *modes de production*, ainsi que de leurs phases et stades. Un de ces modes de production, *et l'une des phases de ce mode*, sont

1. Cf. Louis ALTHUSSER. POUR MARX, MASPERO, Paris 1964; Louis ALTHUSSER et autres, *Lire le Capital*, MASPERO, Paris, 1965; Charles BETTELHEIM, *Calcul Économique et formes de propriété*, MASPERO, Paris, 1969; Pierre-Philippe REY, *Les alliances de classe*, MASPERO, Paris, 1973.

dominantes, c'est-à-dire structurent autour de l'aspect principal de la contradiction principale qui les définit, l'ensemble des rapports sociaux.

Un mode de production *n'est pas* l'organisation économique d'une société, mais une *matrice sociale* particulière d'organisation des rapports sociaux *en vue* de la production, activité *sociale* (et non technique, la technique étant reprise et modelée par les rapports sociaux) par laquelle l'homme, c'est-à-dire *la force de travail*, à l'aide de certains moyens de *production* (outils, matières premières) transforme la Nature et se transforme lui-même, d'une manière historiquement déterminée, en obtenant un *produit* qui, à son tour, se décompose en reproduction de la *force de travail*, reproduction des moyens de production et *surtravail*.

Les rapports de production qui sont à la base du procès de production et les forces productives utilisées et organisées dans le procès à l'intérieur du rapport de production donnés, constituent *l'infrastructure* d'une société: Mais dans toute société de classes (c'est-à-dire, dans toute société où les rapports de production déterminent une appropriation partielle du produit par des non-producteurs) la reproduction des rapports sociaux à la base du procès de production implique une *suprastructure* politique, juridique, idéologique, assurant les conditions sociales du dit procès de production. Cette suprastructure réagit sur l'infrastructure pouvant même, en fonction de la lutte de classes permanente qui impliquent les rapports d'exploitation et de domination, contrecarrer le procès de reproduction.

Au niveau de l'infrastructure, les trois éléments du procès de production, à savoir Force de travail, Moyens de production et Non-Travail, s'organisent autour de deux relations de production, *étroitement interdépendantes*:

1) *La relation de propriété* (à distinguer de la propriété juridique suprastructurelle) qui indique qui a le contrôle social du produit.

2) *La relation d'appropriation réelle* qui indique la nature du rapport *technique et social* entre les producteurs et les moyens de production (division technique et sociales du travail).

La relation de propriété est déterminante. C'est elle qui est à la base de la division en classes et de l'organisation institutionnelle et idéologique d'une société. Mais *la relation d'appropriation réelle* spécifie la forme de réalisation de la relation de propriété suivant le niveau de développement historique des forces productives. C'est-à-dire qu'elle met en forme au niveau du procès de travail, la relation de propriété en égard au type de rapport historiquement établi entre la force de travail et la nature en termes du procès de travail lui-même.

Le type de rapports existant entre relation de propriété et relation d'appropriation réelle est à la base de la structure d'un mode de production, de la matrice particulière qu'il représente. Car si l'infrastructure (on dira «l'économique») est *toujours*, en toute société, déterminante en dernière instance, ce n'est pas elle qui est dominante dans chaque mode de production. Cela veut dire concrètement, par exemple, que dans le mode de production féodal, c'est avant tout la suprastructure (surtout idéologique) qui organise l'ensemble des pratiques historiques. Mais telle situation est déterminée par la structure interne de l'infrastructure: en effet, celle-ci se caractérise par une séparation entre la *force de travail* et le *produit au niveau de la relation de propriété*, alors qu'il y a non-séparation entre *force de travail et moyens de production* dans la relation d'appropriation réelle. Il faut donc une intervention d'un élément extérieur au procès de production immédiat pour que la relation de propriété soit assurée: telle est l'institution du servage et telle est l'efficacité sociale de l'idéologie religieuse omniprésente dans l'occident féodal.² Par contre, dans le Mode de Production Capitaliste (que nous noterons dorénavant M.P.C.), il y a homologie structurelle entre les deux relations de propriété et d'appropriation réelle: les producteurs non seulement ne peuvent pas disposer du produit mais encore des moyens de production eux-mêmes, ce qui assure une reproduction des rapports sociaux de production à l'intérieur du procès de production lui-même, ce qui permet à l'infrastructure («l'économique») d'apparaître comme une «sphère autonome» de la société (libéralisme économique). Ce qui veut dire, concrètement, qu'elle n'est pas seulement déterminante et que les rapports de production organisent *directement* (et non seulement indirectement, comme toujours) l'ensemble des rapports sociaux.

A l'intérieur d'un Mode de Production, analysé dans son développement historique contradictoire, il faut au moins distinguer des *stades* et des *Phases*:

Il y a changement de *stade* quand il y a des transformations dans la structure de l'instance dominante (l'économique dans le M.P.C.), sans en affecter le principe d'arrangement structurel. C'est ainsi qu'à l'intérieur du Mode de Production Capitaliste on peut distinguer, au moins, *l'accumulation primitive*, *le stade concurrentiel*, *le stade monopoliste-impérialiste*.

Il y a changement de *phase*, à l'intérieur d'un stade, quand il y a transformation dans le *mode de réalisation* du principe structurel du *mode de production* dans le fonctionnement spécifique du stade correspondant.

2. Ces remarques ne sont faites qu'en tant qu'outil d'exposé pédagogique, car il va de soi que la complexité du féodalisme, dont nous ne disposons d'aucune analyse marxiste, ne saurait être résolue dans ces quelques phrases!

C'est ainsi qu'à l'intérieur du stade *monopoliste-impérialiste* on peut distinguer les phases: *capitalisme monopoliste financier*, *capitalisme monopoliste d'Etat*, *capitalisme monopoliste d'Etat à l'échelle mondiale*.³

L'articulation, à *dominante*, de plusieurs modes de production constitue une *formation sociale*. Une formation sociale *n'est pas* une société historique (la France de 1972): c'est le *concept* qui permet de penser une société historique. Alors que le mode de production est avant tout défini par rapport à l'infrastructure, une formation sociale se caractérise avant tout par la forme spécifique adoptée par la lutte de classes et surtout par son expression concentrée: la lutte politique des classes, même si celle-ci est déterminée par l'infrastructure. Voilà pourquoi le champ historique d'une formation sociale tend à coïncider avec celui des «pays» dans la mesure où ceux-ci sont définis par des Etats, cristallisation des modes spécifiques d'organisation de la domination politique de classe.

Les classes sociales sont définies au niveau de l'infrastructure, par la distribution des «hommes» dans les différents rapports de production. Les rapports de production étant contradictoires, les classes n'existent que dans leur rapport, donc dans leur opposition et dans leur lutte. A partir de ces pratiques, ainsi déterminées, elles constituent la suprastructure et réalisent leurs intérêts *avant tout* sur le plan politique, au moyen de la lutte politique de classes. Les classes définies par et dans les modes de production, n'existent que dans des formations sociales. Dans la mesure où toute société de classes est ainsi produite on peut dire que l'ensemble des agents sociaux agissent, pratiquent, dans une trame de rapports politiques de classe, même si pour certains leur situation (infrastructurelle) de classe est peu ou mal définie. Puisqu'une formation sociale combine plusieurs modes de production, les rapports et les pratiques de classes ne dépendront pas seulement des modes de production d'origine, mais de la spécificité de leur combinaison dans une formation sociale, c'est-à-dire à la fois des modes de production combinés et des pratiques politiques de classe (alliances et luttes) qui sont à la base de la domination d'un certain mode de production dans une formation sociale.

2. *Qu'est-ce-qu'un mode de consommation?*

Par *consommation* nous entendons le *processus social d'appropriation du produit*. Par qui? Par «les hommes», c'est-à-dire, dans les sociétés historiques, par les classes sociales.

3. Cf. sur ce point, encore mal défini, les travaux de Christian PALLOIX.

Mais le *produit* se décompose lui-même en reproduction des *moyens de production, reproduction de la force de travail, et surtravail*. Ce *surtravail* se décompose en: reproduction élargie des moyens de production (ou consommation productive, dans les termes de MARX), reproduction élargie de la force de travail (ou «consommation individuelle» pour MARX) et'en ce que MARX lui-même appelle, d'un terme imprécis, la «consommation individuelle de luxe», entendant par là la consommation des individus dépassant le niveau de reproduction simple et élargie suivant des *besoins historiquement définis*. Il faudrait par ailleurs préciser que dans la reproduction simple et élargie des moyens de production et de la force de travail on doit y inclure tous les «frais» sociaux découlant de la suprastructure institutionnelle (appareils d'Etat en particulier) nécessaire à la dite reproduction.

Si tel est le processus de consommation du point de vue du Mode de production, en considérant l'économique proprement dit, il y a spécificité des biens de consommation en tant que constituant un des 2 grands secteurs (le secteur II dans l'exposé de «Capital») dans lesquels on peut diviser la production. Ceci entraîne un certain nombre de règles propres.

Enfin, du point de vue des classes sociales, la consommation est à la fois une *expression* et un *moyen*, c'est-à-dire une *pratique sociale*, qui se réalise suivant un certain contenu (idéologique) et qui concrétise au niveau des *rapports de distribution* les oppositions et les luttes déterminées par les rapports de production.

Mais si tel est, à un niveau très général, le sens qu'on peut attribuer au processus de consommation, peut-on pour autant, *parler de mode de consommation*? On sera en droit de parler de *mode de consommation* et de raisonner dans ces termes seulement si l'on trouve des lois spécifiques d'organisation des rapports sociaux dans le processus de consommation et à partir de lui, même si elles sont déterminées, à leur tour, par les rapports de production et la lutte politique de classes. Ceci implique, évidemment, s'écarter de toute théorie «physiologiste» de la consommation, même dans ses versions déguisées, qu'on peut résumer sous le terme de «théorie de besoins»: la consommation est un rapport social et non pas l'accomplissement d'un quelconque processus biologique ou psychique.⁴ L'analyse en termes de *mode de consommation* ne peut donc pas être un point de départ, mais un résultat, de la même manière que ce n'est qu'à partir des analyses du «capital» qu'on a pu parler de mode de production capitaliste et, par conséquent, du concept de mode de production.

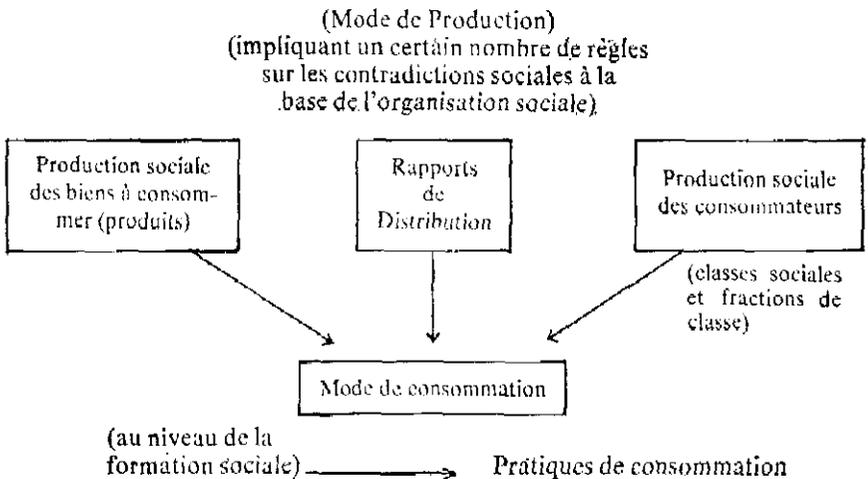
4. Je renvoie, pour une discussion en profondeur de ce problème, à l'article de Francis GODARD «De la notion de besoin du concept de pratique de classe», *La Pensée*, décembre 1972.

Donc, pour analyser le(s) processus de consommation et établir, éventuellement, leur structuration en *modes* historiques, dépendant des modes de production, qu'ils spécifieraient de façon relativement autonome, il nous faut rechercher la spécificité des rapports sociaux dans un tel processus et, au préalable, le processus social de production du processus lui-même, c'est-à-dire, la détermination sociale du processus de consommation.

3. La détermination sociale du processus de consommation:

Comme tout processus social, la consommation est déterminée par les règles générales du Mode de Production, par la matrice sociale où elle s'inscrit. Mais cette détermination se produit sur différents niveaux et avec ces effets spécifiques si l'on tient compte de la diversité de significations sociales de la consommation: *appropriation du produit*, pour les classes sociales; *reproduction de la force de travail*, en ce qui concerne le procès de production; *reproduction de rapports sociaux* en ce qui concerne le Mode de Production dans son ensemble.

Par ailleurs, la réalisation matérielle du processus de consommation implique la mise en relation des *produits* (ou biens à consommer) et des *agents-consommateurs*, suivant une détermination sociale, relativement autonome. La liaison de ces deux déterminations et celle directe du processus de consommation sont à la base des règles (ou mode de consommation) sous-jacentes aux pratiques sociales dans ce domaine. Processus de détermination que nous pouvons représenter par le schéma ci dessous:



A signaler que ces pratiques consommatrices doivent être saisies aux trois niveaux signalés, c'est-à-dire, en tant que processus de reproduction de la force de travail, en tant qu'expression des rapports de classe au niveau des rapports de distribution et en tant que reproduction des rapports sociaux inhérents au mode de production. Toute valoration ou analyse unilatérale de l'un de ces 3 plans amène à des déviations qu'on peut qualifier, successivement, d'«économisme», de «politisme» et d'«idéologisme».

Ceci est en particulier important si l'on pense à l'une des tendances les plus répandues concernant l'analyse de la consommation en tant qu'expression privilégiée de l'idéologie («la société de consommation», les discours à la Vance Packard ou à la Baudrillard).

Il est clair qu'une telle interprétation n'est qu'une critique humaniste-pesséiste résistant à l'invasion par le capital monopoliste de secteurs de l'économie (et donc de l'activité sociale) jusqu'alors pré-capitalistes ou archéo-capitalistes. «L'aliénation par la consommation» n'est qu'une expression détournée de la crise idéologique petite-bourgeoisie, constatant à la fois son processus de prolétarianisation et la faillite des privilèges des «classes moyennes» par rapport à l'ensemble des classes dominées.

L'idéologie n'est pas seulement dans la consommation. L'idéologie est partout. Et elle n'a pas de rôle moteur: elle *met en forme* des pratiques économiques et politiques, en fonction des intérêts de classe qu'elle représente. (Cf. *infra*, chapitre V de ce texte). Et s'il est vrai que les «produits» que l'on consomme sont idéologiquement déterminés (comme toute chose, que nous sachons) on ne consomme pas que des signes: on consomme aussi des moyens à reproduire la force de travail et dans les proportions et dans le style déterminé par les rapports de distribution ainsi réalisés. Faire une analyse purement «sémiologique» de la consommation est privilégier l'un des niveaux, le plus dépendant des autres, le moins directement relié au procès de travail, c'est-à-dire, *celui qui concerne le plus directement la petite bourgeoisie et le moins directement le prolétariat*. Une analyse scientifique de la consommation exige l'examen des trois niveaux du phénomène et de leur inter-relation, dans l'ordre des déterminations structurales, c'est-à-dire en commençant par l'économique, et en plaçant au centre de l'analyse la bipolarité contradictoire de la lutte de classes.

Pour avancer dans cette perspective, il convient d'introduire quelques éléments de l'évolution historique de la consommation dans le M.P.C., en essayant d'exercer ainsi les outils conceptuels que nous essayons de forger, d'une manière un peu plus précise.

4. *La transformation du processus de consommation dans le capitalisme avancé:*

Le mode de production capitaliste, dans son stade monopoliste et dans sa phase monopoliste d'Etat à l'échelle mondiale, se caractérise par quelques traits fondamentaux:

1) Accroissement sans précédent de la *masse de plus-value* mais, en même temps, rôle central de *la lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit*, dérivée de l'augmentation de plus en plus accélérée de la composition organique du capital.

2) Développement accélérée, quoique inégal et contradictoire, des *forces productives*.

3) Développement inégal et contradictoire, mais toujours *ascendant* de la *lutte de classes*.

À travers ces trois traits fondamentaux on décèle non pas une M.P.C. stagnant ou en crise mais un M.P.C. qui se développe de façon *contradictoire, accélérée et ininterrompue*, en traversant des nouvelles phases à l'intérieur du stade monopoliste, en se développant en extension (à l'échelle mondiale), par rapport à lui-même (de façon à ce que les phases les plus avancées pénètrent et dissolvent les rapports de production des phases capitalistes moins avancées) et par rapport à d'autres modes de production (pré-capitalistes ou archéo-capitalistes, mais *aussi* post-capitalistes: cf. la restauration du capitalisme dans certains pays socialistes, en particulier en Yougoslavie). Une telle évolution n'implique pas l'éternité historique du mode de production capitaliste, car au fur et à mesure de ce développement gigantesque, ces contradictions s'approfondissent, se globalisent, deviennent interdépendantes à l'échelle mondiale, dans une polarisation croissante. Mais cela veut dire qu'on doit s'écarter de toute vision mécaniste des crises d'un mode de production de par sa propre dynamique interne. Les contradictions ainsi suscitées posent toujours les termes d'une alternative historique, mais quel sera l'aspect principal de la contradiction est toujours un processus historique déterminé —dépendant de la lutte de classes et de son expression politique.

Cette analyse des tendances expansives contradictoires du mode de production capitaliste des deux dernières décennies, nous permet de mieux situer le rôle joué par *le processus de consommation*.

En effet, les trois grandes tendances signalées déterminent trois effets spécifiques à la base des transformations dans la consommation:

1) Le capital monopoliste, à la recherche de débouchés d'investissement, *occupe et transforme des nouveaux secteurs de l'économie*, jusqu'alors moins avancés du fait d'un taux de profit inférieur. Tel est, en particulier, le cas de la production de *moyens de consommation*, de l'agriculture à l'électro-ménager. Il est clair que cette transformation ne se fait, en général, suivant la demande sociale, mais suivant l'intérêt du capital *investi*, d'où besoin de la publicité, le crédit et d'autres systèmes d'orientation de la demande pour l'ajuster à l'offre.

2) Le développement de la lutte de classes, la puissance croissante du mouvement ouvrier, en transformant le rapport de forces entre les classes, ouvre des brèches dans la logique dominante suivant la ligne de *résistance* la plus faible, en infléchissant donc les *rapports de distribution* plutôt que les *rapports de production*. Il y a donc exigence historique d'élévation du niveau de consommation par les classes populaires, exigence à laquelle le système peut répondre sans voir sa logique s'effondrer, même s'il aura fallu des grandes batailles (1936 en France, par exemple; 1960 en Italie, 1959-61 en Belgique, etc...) pour le contraindre. D'autant plus que, *d'une certaine manière*, cette exigence populaire peut être utilisée par le capital en quête de nouveaux secteurs, à condition d'orienter étroitement le type de moyens de consommation à produire: on devine là la constitution d'un nouvel enjeu contradictoire entre les intérêts du capital et ceux de l'ensemble des classes populaires (et non seulement du prolétariat.)

3) *Le développement et la socialisation croissante des forces productives*, à la fois *exige et permet* le développement de la masse des moyens de consommation et du rôle stratégique qu'ils jouent dans l'économie. En effet, plus la production est de grande échelle et interdépendante, et plus la reproduction de la force de travail est, à la fois, complexe et importante. *Complexe*: parce qu'il faut assurer l'ajustement d'une masse énorme de travailleurs à des exigences et à des plannings de plus en plus précis et peu remplaçables. *Importante*: parce que dans un procès de production dépendant d'un profit normalisé sur le long terme et à l'échelle mondiale, l'important c'est le fonctionnement sans à-coups, donc le fonctionnement régulier de l'élément le moins prévisible et contrôlable: la force de travail. Etant donné la masse sans cesse croissante de «travail cristallisé» que le travail vivant doit mettre en valeur, plus la composition organique du capital augmente et plus la fraction restante de travail vivant devient stratégiquement centrale.

Par ailleurs, le développement des forces productives, avec l'accroissement de la productivité qu'il représente, *permet l'accroissement du niveau de consommation dans les pays et les secteurs avancés à l'intérieur du développement inégal du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale*

(faut-il rappeler que 2/3 de l'espèce humaine restent au-dessous du niveau de reproduction biologique).

A partir de ces tendances de base on peut comprendre les transformations qui se sont produites dans le processus de consommation :

D'une part, la pénétration du capital monopoliste a provoqué la destruction des rapports archéo-capitalistes particulièrement importants dans la production de moyens de consommation pour les classes populaires et dans le secteur de la distribution.

De l'agriculture du grand capital aux super-marchés, en passant par la mécanisation, trop souvent futile, du travail ménager, on assiste à ce qui est saisi par l'expérience sous le terme de « consommation de masse ». Il est clair que ce ne sont pas les objets les plus « utiles » (en termes de valeur d'usage) qui sont ainsi produits mais ceux qui sont les plus rentables. Mais en même temps la critique passéiste de la « société de consommation » tend à pleurnicher sur la « qualité perdue » sans se soucier du fait que la dite qualité a toujours été réservée à une élite. Aucune critique sérieuse de la consommation peut être faite sans la rapporter à des pratiques de classe historiquement déterminées, sans quoi, il ne s'agit que de variations autour de l'éternelle tragédie d'un Homme abstrait aux prises avec les puissances du Mal.

D'autre part, le processus de consommation acquiert une place décisive dans la reproduction du mode de production dans son ensemble dans sa phase actuelle :

Au niveau de l'économique, elle est essentielle en tant que reproduction de la force de travail et en tant que mode de réalisation de la plus-value. En tant que reproduction de la force de travail, elle devient qualitativement essentielle pour la force de travail qualifiée et organiquement fondamentale dans un fonctionnement sans à-coups pour la masse interdépendante de la force de travail sous-qualifiée. Du point de vue de la réalisation de la plus-value, si l'équilibre entre secteur I et secteur II dans la réalisation a toujours été la base des crises de surproduction dans le capitalisme, plus la masse de « travail cristallisé » (Secteur I) s'accroît exponentiellement et plus l'équilibre devient sensible aux moindres variations de la réalisation dans le Secteur II. (Ce point, extrêmement important et relativement compliqué, car il demande une ré-analyse des schémas de reproduction du Capital chez Marx, doit être développé théoriquement, mathématiquement et empiriquement dans un proche avenir).

Au niveau du *politique*, la consommation prend une place de plus en plus importante dans le processus de *revendication-intégration*, dans la mesure où la fameuse « participation conflictuelle » du néo-capitalisme renvoie le conflit au plan des rapports de distribution. Mais cela veut dire

aussi que toute faille dans le mécanisme intégrateur qu'est la consommation élargit les bases d'opposition du système dans la mesure où le fondement des revendications à ce niveau est reconnu comme légitime et pratiqué par l'ensemble des classes, fractions et couches.

Au niveau *idéologique*, la consommation est, il est vrai, expression de pratique de classe et de niveau dans la hiérarchie de la stratification sociale. Mais elle est aussi consommation marchande de *signes*, cette valeur d'échange du signe ayant étendu encore la sphère de la production capitaliste, qui non seulement a pénétré la production des moyens de consommation mais aussi celle de la symbolique y rattachée et qui se développe suivant une logique relativement autonome. Il est important, donc, de reconnaître cette dimension de la consommation et lui assigner une place dans l'analyse, sans pour autant en faire l'axe privilégié de l'expansion du mode de production lui attribuant, par conséquent, le rôle exorbitant de condensateur des nouvelles contradictions de classe (comme tend à faire l'idéologie sémiologique).

Par ailleurs, ce qu'il y a de spécifique dans la phase du capitalisme monopoliste *d'Etat* est que:

1) Les monopoles organisent et rationalisent l'ensemble de la consommation dans tous les domaines. C'est ainsi que l'autonomie *relative* de ce processus par rapport à la logique monopolistique dominante est abolie et que l'on pourra parler de véritables *cadences de la consommation*. Ceci s'explique au niveau du vécu dans l'oppression croissante dans la vie quotidienne, dans l'imposition d'un rythme entièrement hétéronome dans l'activité hors travail.

2) Par l'intervention massive, systématique, permanente et *structurellement nécessaire* de l'appareil d'Etat dans le processus de consommation. Cette aide se réalise sous différentes formes:

a) Aide directe aux monopoles capitalistes, a fin de faciliter leur prise en charge de certains secteurs (exemple: fiscalité visant les petits commerçants et favorisant les chaînes de distribution).

b) «Comblés les trous» laissés par la logique du grand capital dans la prise en charge de la consommation. C'est ainsi que nous assisterons à la prise en charge par l'Etat de vastes secteurs de production de moyens essentiels à la reproduction de la force de travail: santé-éducation, logement, équipements collectifs etc... C'est ici que plonge ses racines la «problématique urbaine».

c) Puisque l'Etat prend en charge une partie considérable, et *objectivement socialisée*, du processus de consommation, puisqu'il intervient dans l'aide directe aux grands groupes économiques y dominant, puisque la

consommation devient un rouage central aux niveaux économique, politique et idéologique, alors même qu'aucune régulation centralisée du processus est mise en place dans l'économique, l'Etat devient le véritable *aménageur* du processus de consommation dans son ensemble: ceci est à la base de la dite «politique urbaine».

5. *Processus de consommation et pratiques de classe: quelques éléments pour esquisser l'analyse:*

Nous avons rappelé la distinction classique de Marx en *consommation productive* (concourant à la reproduction des moyens de production), *consommation individuelle* (concourant à la reproduction de la force de travail) et *consommation de luxe* (consommation individuelle excédant les besoins historiquement déterminés de reproduction de la force de travail).

La «consommation productive» n'est pas considérée dans ce qu'on appelle dans le langage courant «processus de consommation». Aussi, même si du point de vue théorique elle est bel et bien consommation «appropriation sociale du produit»), nous l'excluons *momentanément* de notre champ d'analyse afin de simplifier le travail, déjà fort complexe.

Par ailleurs, la distinction entre «consommation de luxe» et «pas de luxe» nous semble fort discutable et renvoyer à une théorie naturaliste des besoins quelles que soient les précautions de style. Donc, nous la mettons entre parenthèse en attendant d'avoir poussé l'analyse plus en profondeur.

Par contre, la distinction de Marx nous semble faire fi d'une différence fondamentale aujourd'hui dans le processus de consommation, différence, il est vrai, dont l'importance est beaucoup plus grande aujourd'hui que dans le stade concurrentiel du capitalisme, analysé par Marx.

C'est la distinction entre *consommation individuelle et consommation collective*, entendant par cette dernière la consommation dont le traitement économique et social, tout en restant capitaliste, ne se fait pas à travers le marché mais à travers l'appareil d'Etat. Les «biens collectifs», disent les économistes marginalistes, sont ceux qui n'ont pas de prix de marché. C'est un constat. Mais la distinction entre *consommation individuelle et collective* a été contestée en général à cause des critères employés dans la caractérisation de cette dernière, en général fondés sur un prétendu caractère «naturel» de certains biens (par exemple, leur indivisibilité: tel, l'air, l'eau etc...) Or il suffit de penser au processus de privatisation des ressources naturelles pour se rendre compte que rien ne peut échapper au

grand capital; à l'intérieur d'une logique capitaliste dominante, tout, absolument tout peut devenir marchandise.

Tout sauf les biens dont le processus de production rapporte un taux de profit inférieur au taux moyen. Tout, sauf ceux des biens ou services dont l'Etat doit avoir le monopole pour assurer l'intérêt de la classe capitaliste dans son ensemble (école, police, par exemple, et encore suivant les situations historiques).

Cette *consommation collective* est donc celle concernant les biens dont la production n'est pas assurée par le capital non pas à cause d'une quelconque qualité intrinsèque, mais d'après les intérêts spécifiques et généraux du capital: c'est ainsi qu'un même produit (le logement, par exemple) sera traité *à la fois*, par le marché et par l'Etat, et sera donc alternativement produit de consommation individuelle ou collective, suivant des critères qui seront par ailleurs historiquement mouvants. Nous nous écartons ainsi de l'empirisme qui consiste à identifier un processus social donné (la consommation collective) et un produit matériel (le logement comme valeur d'image). D'autre part, ces «biens de consommation collectifs» seraient ceux qui sont nécessaires à *la reproduction de la force de travail et/ou à la reproduction des rapports sociaux*, sans quoi ils ne seraient pas produits malgré leur manque d'intérêt pour la production de profit.

Enfin, et surtout cette production de la *consommation collective* (à taux de profit faible ou nul) joue un rôle fondamental dans la lutte du capital contre la baisse tendentielle du taux de profit. En effet, en dévalorisant une partie du capital social par des investissements sans profit, l'Etat contribue à rehausser d'autant le taux de profit du secteur privé, malgré la baisse tendancielle du taux de profit rapporté au capital social dans son ensemble. Donc, même si ce mécanisme n'est pas la principale arme du capital pour contrecarrer la B.T.T.P. (Baisse tendancielle du taux de profit), car l'essentiel reste l'intensification de l'exploitation et son développement à l'échelle mondiale, il reste que *l'intervention de l'Etat en matière de consommation est un des rouages essentiels du capitalisme monopolistique, non seulement pour la reproduction du capital.*

Si telle est la détermination du processus de consommation collective, il faudra distinguer entre la *production des moyens de consommation* et le *processus de consommation* lui-même, mais le second dépend du premier, en est marqué. Ceci dit, si du point de vue de la causalité historique telle est la démarche, du point de vue de l'ordre de pensée il nous fait théoriser le processus de consommation en lui-même avant de l'analyser, car il est impossible de savoir quels sont les effets spécifiques d'une cause sur un effet dont on ignore les contours.

Pour cela, il faudra tenir compte de trois points fondamentaux:

1) *La consommation collective* concerne, pour l'essentiel, le processus de reproduction de la force de travail et le processus de reproduction des rapports sociaux *mais en tant qu'articulé sur la reproduction de la force de travail* (par conséquent obéissant à des rythmes spécifiques). Cette reproduction peut être simple ou élargie. La définition de reproduction élargie, qui devra être toujours faite suivant une spécification historique, sera un des points forts de l'analyse et l'un de ceux qui présente le plus de difficulté.

2) Comme tout processus social, la consommation collective se compose d'éléments qui ne peuvent être définis que dans leurs rapports. D'ailleurs elle n'est rien d'autre que les rapports, historiquement déterminés entre ces éléments. Quels sont ces éléments? Les mêmes que ceux du procès de production. Force de travail, Moyens de Production, Non Travail, mais organisés suivant une logique différente. Dans l'organisation structurelle des contradictions spécifiques à ce processus réside le secret ultime de la consommation collective. (Cette phrase sybilline cherche à peine à cacher l'état embryonnaire et provisoire de nos recherches dans ce point nodal de l'analyse).

3) Tout processus de consommation définit des unités de réalisation du dit processus, qui, dans une certaine manière seront à la base de la constitution des appareils de réalisation du processus. Les unités de consommation collective déterminent une certaine spécificité de réalisation du processus exprimé par un agencement particulier des éléments composant le processus. De même que les unités de production (usines, branches, secteurs), les unités de consommation se caractérisent par une certaine spécificité du processus économique qui s'y déroule tout en étant structurées par l'ensemble des instances d'une formation sociale (politique et idéologique aussi).

L'analyse du processus de consommation collective implique donc l'étude de la réalisation des lois d'un mode de production, infléchies par la lutte de classes, au niveau du processus de reproduction de la force de travail (et des rapports sociaux correspondants) dans la phase de ce processus qui est traité directement par l'appareil politique des classes dominantes. Cette étude implique la réalisation de ces lois dans les rapports entre les éléments du processus, éléments qui apparaissent organisés dans un système articulé d'unités de consommation collective, éléments de réalisation matérielle du processus dans son ensemble.

6. Le rapport hypothétique entre la consommation collective et l'urbain

Si de telles hypothèses sont justifiées, une analyse concrète des processus de consommation collective doit éclairer, *au bout du chemin*, l'essentiel des problèmes qu'on appelle «urbains» dans le langage courant. Telle est la seule démonstration possible (en termes d'*efficacité sociale*) de la validité de notre point de départ, au delà des raisonnements logiques et du recours à l'autorité morale des auteurs classiques.

Ainsi, par exemple, quels sont les problèmes concrets à travers lesquels s'est exprimée l'importance grandissante de l'urbain depuis vingt ans?

1) La concentration urbaine croissante, c'est-à-dire la concentration de la population dans des agglomérations de plus en plus gigantesques, avec tout ce qui en découle.

2) L'intervention massive de l'Etat, en particulier au moyen de ce qu'on appelle la planification urbaine.

3) Le développement des «lutttes urbaines», nouvelles formes de mouvements sociaux.

4) Le développement vertigineux des discours sur l'urbain de la «conscience de ces problèmes» et leur mise en premier plan par les appareils institutionnels officiels.

Une analyse de ces phénomènes historiques en termes de consommation collective tendrait à signaler la correspondance et la causalité directe entre ces «réalités» et des tendances structurelles fondamentales du capitalisme monopoliste d'Etat, telles qu'elles ont été signalées auparavant (cf. *supra*, Point II du texte):

1) Socialisation objective de la reproduction de la force de travail et concentration des moyens de consommation à la suite de la concentration et la centralisation des moyens de production et de leur gestion.

2) Intervention nécessaire et permanente de l'appareil d'Etat pour parier à la rentabilité différentielle des secteurs de production des moyens de consommation et assurer le fonctionnement d'un processus de plus en plus complexe et interdépendant.

3) Revendication des classes dominées concernant de plus en plus le «salaire indirect» dans la mesure où celui-ci prend une place accrue dans leur processus de reproduction simple et élargie.

4) Traitement de cet ensemble de problèmes nouveaux par l'idéologie dominante, en les déplaçant, en les naturalisant, en les spatialisant: développement de l'idéologie de l'urbain qui s'universalise sous la forme de l'idéologie de l'environnement.

Il va de soi que ces quelques rapprochements ne peuvent pas jouer le rôle d'une démonstration. Ils nous servent, pourtant, pour indiquer la façon dont nous entendons remettre sur ses pieds la problématique urbaine aujourd'hui dominée, comme tant d'autres thèmes, par l'idéologie dominante.

Hic Rhodus, hic salta!, comme dirait l'autre...

II. L'URBAIN ET LA POLITIQUE

Nous avons établi les passerelles théoriques entre «l'urbain et l'économique». Il nous faut maintenant procéder à la même opération en ce qui concerne le politique et l'idéologique (ou suprastructure).

A première vue on accepte de plus en plus dans des milieux divers que «l'urbain» est politique, que «l'espace» est politique. C'est même devenu une mode très appréciée, fournissant de belles phrases pour finir des discours devant des audiences technocratiques à la recherche de séances cathartiques... Or, de telles affirmations sont démagogiques et dépourvues de sens théorique tant qu'on ne précise pas en quoi et pourquoi de tels processus sociaux se politisent en termes d'intérêts de classe et de la place occupée dans la conjoncture de la lutte politique de classes, c'est-à-dire essentiellement, celle qui se rapporte à l'appareil d'Etat. Autrement, dire que «l'espace est politique», en général, est ou une banalité sans intérêt ou une expression astucieuse (à l'apparence critique) de la nouvelle idéologie technocratique. Une banalité: puisque *tout* est politique en un certain sens, à partir du moment où tout est rapport de classe; mais à généraliser d'une telle façon l'analyse du politique on lui enlève son efficacité théorique. Une expression de la nouvelle idéologie: on voudra dire par là non seulement que l'espace ou l'urbain sont politiques, *mais que la politique est spatiale ou urbaine*, c'est-à-dire, que les nouveaux enjeux politiques centraux sont ceux concernant l'environnement.

La diffusion d'une telle mythologie nous oblige à définir de manière très précise l'articulation entre l'urbain (tel que nous l'avons analysé) et le politique, en reliant le processus et les unités de consommation collective à la lutte politique des classes.

D'autant plus que «la politique urbaine» a fait l'objet d'une brillante tradition de la science politique empiriste de tradition anglosaxonne visant à analyser le «pouvoir urbain» à travers l'observation des systèmes de décision et des groupes d'intérêts dans les communautés locales. Cette

école néo-libérale (de Robert Dahl à Terry Clark) a produit quelques unes des plus intéressantes recherches de la sociologie politique urbaine, tout en faisant passer des descriptions intelligentes de certains mécanismes relationnelles pour une explication des faits sociaux observés. Prolongée en France par la tendance de «l'analyse stratégique» représentée surtout par Michel Crozier et son groupe de sociologie des organisations, elle est à la base d'enquêtes sur les administrations locales et régionales et sur les processus de décision dans l'aménagement urbain. Elle systematise la pensée spontanée de la technocratie sur son propre monde politique. Nous renvoyons pour une analyse de ces tendances de recherche, ainsi que pour leur critique, au chapitre IV, 1, de *La Question Urbaine* («L'émergence du champ de la politique urbaine»).

Pour poser les problèmes du rapport entre l'urbain et le politique autrement qu'en termes événementiels, il nous faut donc rappeler quelques éléments de base de l'analyse marxiste du politique, en partant, comme il se doit, des rapports entre les classes.

1. *Rappel d'éléments théoriques: classes sociales, lutte politique, appareils politiques, appareils d'Etat.*⁵

La politique ne peut recevoir un traitement scientifique qu'en la reliant aux rapports contradictoires entre les classes sociales. Ce sont ces contradictions de classes, et donc la lutte de classes, qui organisent, par médiations successives, l'ensemble des rapports sociaux. La politique est l'expression concentrée de ces rapports sociaux contradictoires ou, si l'on veut, le rapport social contradictoire à travers lequel se réalisent les intérêts de classe au niveau de la formation sociale. Il faut, par conséquent, tout d'abord, rappeler la définition des classes sociales dans la théorie marxiste, de façon telle qu'on puisse la relier directement à l'analyse du politique.

«Les classes sociales —nous dit Lénine— sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, par suite de la différence de la place qu'ils tiennent dans un régime déterminé de l'économie sociale» (Lénine, «La Grande Initiative»).

Mais pour éclaircir et préciser le sens théorique d'une telle citation, il sera bon d'ajouter les éléments suivants:

1) Il faut, en réalité, distinguer entre situation structurelle de classe et pratique de classe.

5. Pour l'ensemble de ces problèmes est indispensable l'étude de l'ouvrage de Nicos Poulantzas, *Classes sociales et pouvoir politique*, Maspero, Paris 1968.

) Au niveau du mode de production, l'appartenance de classe est définie par l'insertion dans les rapports de production. Ces rapports sont reproduits, politiquement et idéologiquement, au niveau de la suprastructure.

3) Toute formation sociale combine plusieurs modes de production. Il en résulte une complexité considérable des pratiques de classe ainsi définies. Mais toute pratique de classe est définie par les effets qu'elle produit dans la structure sociale et donc, en dernière instance, dans l'infrastructure (rapports de production). L'expression concentrée des pratiques de classe est la pratique politique de classe, à savoir, celle qui a pour objet, en dernière analyse, la destruction de l'appareil d'Etat de la classe dominante.

4) Le rapport entre la structure de classes et la pratique des classes passe par les appareils politico-idéologiques et la relation entre ceux-ci et les «masses», ou ensemble des sujets historiquement situés. L'appareil privilégié des classes dominantes, regroupées en bloc historique «descendant» est l'appareil d'Etat. L'appareil des classes dominées, regroupées en bloc historique «ascendant» est le parti révolutionnaire, le front dirigé par lui et le système de rapports noués entre le parti et les organisations de masses (économiques, idéologiques des classes dominées.)

5) Les classes, *en tant qu'agents de reproduction et transformation historique*, se définissent par leur lutte, au niveau des pratiques. Mais ces pratiques ne sont pas n'importe quelles mais celles correspondant aux lois structurées du mode de production. Il n'y a donc pas définition politico-idéologique des classes sociales, mais nécessité, pour l'analyse théorique, d'établir les critères de relation entre la pratique des appareils politiques et les intérêts spécifiques à chaque classe, déterminés par leur place dans les contradictions à la base des rapports de production ainsi que par les lois objectives du développement historique.

Comment se pose alors le problème de la place de la politique dans l'analyse des rapports de classe?

Une distinction, devenue classique dans le courant marxiste althussérien distingue entre le politique (l'appareil de l'Etat et l'ensemble institutionnel que la classe dominante, «instance politico-juridique» d'un Mode de production) et la politique ou rapports politiques entre ces classes, rapports de pouvoir. Une telle distinction pose quelques problèmes, à savoir: quel est le statut de la distinction respectivement au Mode de Production et à la formation sociale? Pourquoi l'instance politico-juridique est constituée par l'appareil d'Etat et pas par les appareils politiques des classes dominées? Les «structures» définissent-elles les «pratiques»? Et les «structures» sont-elles définies au niveau des rapports de production et reproduites

dans le politique ou l'idéologique ou, au contraire, définies par les trois instances?

Il s'agit là de *problèmes ouverts* dans le débat théorique actuel. Or, pour avancer dans notre analyse, il faut bien établir quelques précisions de départ, *quitte à rectifier par la suite*, au fur et à mesure de l'avancement de la recherche et de l'élucidation de certains problèmes par la pratique (politique) elle-même.

Or, il nous semble problématique partir de la distinction préalable entre *le* politique et *la* politique qui semble indiquer d'emblée le principe de l'autonomie relative du politique par rapport à la politique, donc à la lutte de classes. Nous préférons pour notre part nous en tenir à une vision plus classique de la pensée marxiste, à savoir:

Au niveau du *mode de production*, il n'y a que deux classes fondamentales, définies entièrement par les rapports de production au niveau de l'économique, à partir de la séparation structurelle entre la création de plus-value et l'appropriation sociale de cette plus-value. A partir des classes ainsi définies, toujours au niveau du *mode de production*, on génère des processus (et donc des appareils) de reproduction du mode de production: il s'agit là de l'infrastructure politico-idéologique qui, *en tant que telle et au niveau du mode de production*, n'a aucune autonomie: elle est reproduction des rapports sociaux de production, instrument de la classe dominante.

Maintenant, au niveau *des formations sociales*, nous avons:

a) Imbrication de plusieurs modes de production et donc de plusieurs classes et fractions de classe qui constituent des blocs historiques et des alliances en fonction de leurs intérêts structurels et conjonctuels.

b) Pratiques de lutte de classes (économiques, politiques, idéologiques) déterminées par cette trame historiquement concrète de contradictions structurelles. Les pratiques réagissent sur les lois de reproduction du mode de production dominant et en transforment les issues et les rythmes.

c) Des appareils politico-idéologiques qui assurent et défendent des intérêts des classes, fractions et blocs qui sont à leur base et qui par conséquent, possèdent une autonomie relative par rapport aux intérêts de classes structurels définis au niveau du mode de production, ou, plus concrètement de son infrastructure. Mais cette autonomie relative est elle-même déterminée, car elle provient:

- de la diversité des modes de production,
- de la constitution de blocs et d'alliances,
- de la dynamique propre aux pratiques de classe dans leur interaction,

— de la dynamique propre aux appareils réalisateurs des pratiques de classes dans leur interaction.

d) L'ensemble des pratiques de classe, à travers leurs appareils, visant les rapports directement politiques et au premier chef l'appareil d'Etat, constituent la *scène politique* ou champ d'intervention privilégiée des rapports de pouvoir entre les classes.

e) Enfin, s'il est vrai que la lutte, non pas dans, mais pour la reproduction-destruction de l'appareil d'Etat condense l'essentiel des pratiques politiques, il est essentiel d'examiner les éléments du rapport classes-appareils politiques, à la base des processus de transformation des rapports de force, en particulier les modes d'articulation entre appareils politiques et classes dominées, et à leurs organisations de lutte économique et idéologique: c'est ce qu'on connaît dans la tradition marxiste comme la problématique de la relation parti-masses.

A oublier cet aspect des choses, en tombe facilement dans la seule considération des stratégies inter-appareils et on devient incapable de comprendre le passage entre les classes sociales et la scène politique.

En fait, sans introduire dans l'analyse la problématique des appareils (Etat, organisations d'intégration, parti révolutionnaire, organisations de masse) on devient incapable d'expliquer le passage entre la détermination structurelle et les processus de transformation: on tombe dans le structuralisme, dans la problématique de la reproduction. Mais, en même temps sans tenir compte des aspects dialectiques des rapports entre appareils et masses, en faisant de l'Etat (pour la classe dominante) et du parti (pour les classes dominées) le seul principe de l'intervention politique (suivant une vieille tradition stalinienne), on sombre d'immédiat dans le volontarisme, séparant l'articulation concrète des intérêts de classe de leur expression organique. En fait, il ne s'agit pas de faire du «marxisme» ou du «léninisme» alternativement mais du marxisme-léninisme, seule perspective unissant détermination structurelle et processus de transformation historique, donc seule capable d'expliquer «la société».

2. *Classes sociales, pratique politique, contradictions urbaines: planification urbaine et mouvements urbains:*

Si maintenant nous essayons de transposer cette analyse dans le domaine de la problématique urbaine, à un niveau théorique encore très général, nous arrivons aux résultats suivants:

A. *Du point de vue des classes dominantes*, le processus essentiel est représenté par l'intervention croissante de l'appareil d'Etat sur les processus et les unités de reproduction de la force de travail, en particulier à travers de ce qu'on appelle la «*planification urbaine*».

En fonction de ce que nous avons dit, il s'ensuit que cette intervention:

— Exprimera les intérêts d'ensemble des classes dominantes, et en particulier ceux de la fraction hégémonique au sein du bloc dominant.

— S'inscrit dans le processus de reproduction du mode de production.

— Y ajoutera la modulation spécifiquement politique des intérêts de classe. C'est-à-dire que l'intervention du capital à travers son appareil d'Etat sera spécifique par rapport à son intervention directe: plus «politique» dans le premier cas (c'est-à-dire plus marquée par la conjoncture des rapports de pouvoir); plus «économique» dans le second cas (c'est-à-dire plus préoccupée par l'obtention directe du profit).

Par ailleurs, à partir du moment où l'intervention privilégiée des classes dominantes sur l'urbain se fait par la voie politique et à travers l'appareil de l'Etat, cette intervention sera marquée par la composition interne de celui-ci, par la diversité de son mode d'intervention sur les rapports sociaux.

En effet, un appareil d'Etat n'est pas un pur instrument de répression. Son efficacité sociale provient justement du fait qu'il articule les fonctions de *domination* et de *régulation* pour les classes dominantes, avec celles de *répression* et de *intégration* pour les classes dominées.

La «politique urbaine» de l'Etat, sera donc constituée par un dosage particulier de ces quatre modes d'intervention suivant la conjoncture économique et l'enjeu urbain dont il s'agit.⁶ (Je renvoie pour l'exposé de ces fondements théoriques sur l'Etat et l'urbain à une partie du chapitre III de *La Question Urbaine* («L'organisation institutionnelle de l'espace»).

B. *Du point de vue des classes dominées*, c'est articulant les «revendications urbaines» (c'est-à-dire, concernant les processus et les unités de reproduction de la force de travail) aux pratiques politiques de classe, que l'on intervient politiquement de façon spécifique. On peut donc distinguer trois grands thèmes actuellement reliés entre eux:

6. Cf. Les analyses concrètes de Jean LOJKINE sur la politique urbaine dans la région parisienne et dans la région lyonnaise, ainsi que l'application de ce modèle des fonctions de l'appareil d'Etat dans notre recherche (avec F. GODARD) sur Dunkerque. (Les 3 ouvrages ont été ou seront publiés chez Mouton, Paris, 1973, et 1974).

— Le rapport direct entre revendications des classes ouvrières et conditions de reproduction de la force de travail, en *déliant* les revendications des rapports politiques de classe, c'est-à-dire, ceux concernant une transformation des rapports entre appareils et masses ou autres appareils défendant des objectifs contradictoires. On est alors en présence de *mouvements revendicatifs urbains* (ou action syndicale sur la consommation).

Le rapport conflictuel entre classes dominées et appareil de l'État, *à travers des contradictions ayant pour origine la reproduction de la force de travail*: on est alors en présence de *mouvements sociaux urbains*.

— Le rapport conflictuel établi directement entre les classes dominées et la logique structurelle de l'organisation de la reproduction de la force de travail, ne débouchant pas sur le rapport à l'appareil d'État. Il s'agit là de *mouvements utopiques urbains*.

L'analyse de ces mouvements revendicatifs, utopiques, sociaux, concernant l'urbain devient cruciale pour la compréhension de la place occupée par les contradictions urbaines dans les processus de transformation sociale. Elle doit aborder plusieurs problèmes théoriques fondamentaux parmi lesquels:

- La façon dont s'opère l'articulation entre les différents types de contradictions.
- La façon dont s'opère l'articulation, relativement autonome, entre les différents types de pratiques ainsi déterminées.
- Le rôle central de l'organisation des mouvements dans l'ensemble du processus.
- La dialectique entre structure et conjoncture.
- La détermination de l'ensemble processus par la place de *l'enjeu* urbain dans les procès de production et de reproduction.

(Pour une première analyse *théorique* concernant ces problèmes je renvoie à ma *communication au VIIème Congrès Mondial de Sociologie, Varna, 1970* (Publiée en version abrégée dans les *Actes du VIIème Congrès Mondial de Sociologie*; en version intégrale (miméo) par le C.E.M.S. — E.P.H.E.; quelques éléments ont été repris dans le chapitre IV, 2, de *La Question Urbaine* («Outils théoriques pour l'étude de la politique urbaine») Titre du texte: «Propositions théoriques pour une recherche expérimentale sur les mouvements sociaux urbains»).

C. Enfin, *en ce qui concerne la politique locale ou municipale*, dont il est question souvent quand on parle de politique urbaine, il est bon de préciser rapidement son statut théorique.

Il s'agit de la lutte politique de classes qui a comme enjeu et comme moyen d'expression la *scène politique institutionnelle* (donc l'appareil d'Etat des classes dominantes) dans l'un de ses *niveaux* et par rapport à l'une de ses branches. En effet, les collectivités locales occupent une place privilégiée dans le processus d'intégration des classes dominées à travers une maximisation de l'autonomie des représentants élus par rapport aux intérêts de classe structurellement dominants. Cette autonomie communale est pourtant corrigée, dominée, par la hiérarchie administrative et la subordination (par ailleurs croissante) aux instances centrales de l'appareil d'Etat, plus directement tenues en main par la classe dominante. La politique municipale se réalise donc bel et bien à l'intérieur de l'appareil d'Etat des classes dominantes. Mais dans des conditions d'ouverture maximum pour les classes dominées. Voilà qui fait, à la fois, l'ambiguïté et l'intérêt des enjeux qui s'y expriment.

Mais ce qui est important à souligner, par rapport à notre propos, est l'impossibilité d'identifier *politique municipale* et *politique urbaine* comme c'est souvent le fait de la sociologie d'inspiration anglo-saxonne. Cette déviation «localiste» oublie que l'essentiel de la gestion du processus de reproduction de la force de travail ressort du niveau central de l'appareil d'Etat et que, par ailleurs, les intérêts de classe représentés dans l'urbain sont la plupart des fois absents de la scène politique «locale». La politique locale, l'institution municipale n'a d'effet sur «l'urbain» qu'en tant qu'un des rouages de l'appareil d'Etat et dans la mesure où le rôle de l'Etat dans la gestion de l'urbain devient de plus en plus important et systématique. C'est donc à l'intérieur d'une analyse en termes de politique urbaine qu'il faudra replacer *une partie de la politique municipale*.⁷

3. *La politisation de l'urbain dans le capitalisme monopoliste d'Etat: quelques tendances historiques:*

Etant donnée l'analyse qu'on vient de faire des processus politiques, la politisation observée des «problèmes urbains» dans le capitalisme monopolistique d'Etat est directement déterminée par la transformation des contradictions de classe dans la nouvelle phase du M.P.C. en termes de

7. Cf. Pour une analyse marxiste de la politique municipale, la recherche de l'équipe du CERAT-Grenoble sur Roanne: *Institution communale et pouvoir politique*, Mouton, Paris 1973.

pratique politique entraîne des effets spécifiques au niveau des rapports de pouvoir.

Ainsi, tout d'abord, *du point de vue de la transformation des processus urbains* (c'est-à-dire, de ceux concernant la consommation collective) nous assistons à l'émergence de toute une série de traits structurels qui sont à la base de nouveaux conflits sociaux et politiques, à savoir:

— L'importance croissante de la prévisibilité du comportement de la force de travail dans un procès de production complexe et interdépendant, exige une attention grandissante au traitement collectif des processus de sa reproduction. Cette tendance est renforcée par les exigences croissantes des masses de travailleurs élargissant progressivement leurs revendications du domaine salarial à celui des conditions d'ensemble de leur reproduction. Ces deux traits sont à la base des mouvements de *revendication urbaine*, dans un sens, et des mouvements *d'intégration et de participation* dans l'autre sens...

— L'existence de véritables *cadences de la consommation* dans la vie quotidienne, de par la socialisation objective du processus unie à sa subordination aux intérêts du capital, est à la base:

- d'une part, de *révoltes* de plus en plus violentes et ponctuelles, très souvent entièrement spontanées, qui jaillissent en concentrant de façon collective l'agressivité individuelle qui est devenue la règle dans les conditions d'existence imposées dans les grandes unités de reproduction de la force de travail.
- d'autre part, d'une exigence croissante de *régulation* du système urbain suivant la logique de la classe dominante. Cette exigence prépare le terrain au développement de la pratique et l'idéologie de la *planification urbaine*.

— L'intervention permanente et de plus en plus large de l'Appareil d'État dans le domaine des processus et unités de consommation en fait le véritable aménageur de la vie quotidienne. Cette intervention de l'appareil d'État, que nous nommerons *planification urbaine* au sens large entraîne une politisation presque immédiate de toute la problématique urbaine, puisque le gérant et l'interlocuteur des revendications et des exigences sociales pousse à être, en dernière instance, l'appareil politique des

classes dominantes. Ceci dit, cette politisation ainsi instaurée n'est pas forcément source de conflit ou de changement, car elle peut aussi bien être mécanisme d'intégration et participation: tout dépend de l'articulation des contradictions et des pratiques ou, si l'on veut, de la dialectique entre appareil d'Etat et mouvements sociaux urbains.

— La généralisation et la globalisation de la problématique urbaine est à la base du développement vertigineux de l'idéologie de l'urbain qui attribue au «cadre de vie» la capacité de produire ou transformer les rapports sociaux. Une telle tendance contribue au renforcement du rôle stratégique de l'urbanisme, comme idéologie politique et comme pratique professionnelle. Prenant appui dans la socialisation objective du processus de consommation, dans l'exigence structurelle de l'intervention de l'Etat et dans la spatialisation idéologique des nouvelles contradictions, l'urbanisme (et donc l'urbaniste) devient une discipline au sens fort du terme, c'est-à-dire la capacité politique d'imposer un certain modèle de rapports sociaux sous couvert d'un aménagement de l'espace. Voilà qui explique le déclenchement d'utopies critiques qui prennent le contre pieds de l'idéologie de l'urbanisme officiel en lui opposant un «urbanisme autre», «humain», mais qui reste sur le terrain déplacé où les conflits de classe ont été transformés en conflits d'espace.

Si au lieu d'observer le processus de politisation de l'urbain du point de vue des transformations structurelles de la consommation collective, nous l'observons maintenant à partir des nouvelles formes de lutte politique et des caractéristiques tendancielles de la scène politique dans le capitalisme avancé, nous pouvons signaler aussi quelques points fondamentaux:

— Du point de vue de la classe dominante (le grand capital), s'il est vrai que la problématique urbaine est entièrement expression de l'idéologie dominante, qui la diffuse et la globalise de plus en plus, en même temps son développement est lié à l'éclosion de nouvelles contradictions structurelles au niveau de la consommation collective, manifestée, par exemple, par le débat politique et les revendications économiques visant de plus en plus les «équipements collectifs». En un sens, du point de vue économique, politique et idéologique la consommation collective devient un enjeu central pour le capital monopoliste. Mais en même temps, il y a contradiction croissante entre la diffusion de l'idéologie de l'urbain par la classe dominante et les effets politiques visés au fur et à mesure que s'approfondissent les contradictions économiques qu'elle connote.

— Du point de vue des nouvelles tendances de révolte petite-bourgeoise

se, axées essentiellement sur une révolte culturelle (des mouvements hippies au néo-anarchisme) leur thématique s'adapte parfaitement et aux bases économiques et aux expressions idéologiques de la problématique urbaine. En effet, d'une part, ils mettent surtout en question le modèle de consommation et «la vie quotidienne» plutôt que les rapports de production et la domination politique. D'autre part, leur opposition est fondée sur une critique humaniste du «cadre de vie» totalitaire et globale qui s'accommode fort bien des registres naturalistes de l'idéologie de l'environnement, en prenant comme point d'appui l'utopie communautaire du passé ou de l'avenir plutôt qu'une certaine place contradictoire dans la structure des rapports de classe. Dans un certain sens on peut dire que la révolte culturelle petite bourgeoise fournit la principale masse militante aux mouvements basés sur l'idéologie urbaine. Un tout autre problème est celui de savoir à quelles conditions ils deviennent une composante des mouvements sociaux urbains, mettant en cause le pouvoir de classe.

— Du point de vue des *tendances d'opposition réformiste*, expression des intérêts immédiats des classes dominées tout en les *déliant* de leurs intérêts historiques, c'est-à-dire revendiquant et modifiant les rapports de distribution et de gestion sans changer les rapports de production, les «problèmes urbains» apparaissent comme le domaine privilégié de la réforme. En effet, ils sont profondément ressentis; ils apparaissent comme un élément conditionnant au premier abord les conditions de vie des travailleurs; *ils concernent l'ensemble des classes sociales à des degrés divers; ils se réfèrent à la consommation, donc ne mettant pas en cause directement* les rapports de production ou de domination politique; enfin, et surtout, l'occupation de certaines positions à différents niveaux de l'appareil d'Etat permet de détenir certains appareils de régulation et d'intervention dans le domaine. On peut donc s'attendre à un développement sans précédent des tendances réformistes d'un «municipalisme social» essayant de faire des expériences socialisantes dans ce terrain. Déjà au Japon la «réforme urbaine» est à la base d'importantes victoires politiques de la gauche parlementaire, en particulier, la conquête des municipalités de toutes les grandes villes.

— Du point de vue de *l'opposition politique révolutionnaire* (celle visant la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et la création de conditions politiques permettant de commencer la transition au socialisme), la place des contradictions urbaines, et des luttes qui en découlent, dans la stratégie d'ensemble, dépend du jugement qu'on fait sur la conjoncture de la lutte de classes et sur les caractéristiques des organisations économiques et politiques des classes dominées.

• En effet, si l'on juge que le parti révolutionnaire existe, qu'il est solidement implanté dans les masses et que, donc, la classe ouvrière est organisée pour l'essentiel, la clef du problème est alors d'unir des vastes masses autour d'un programme politique anti-monopoliste c'est-à-dire de construire le bloc historique des classes dominées sous l'hégémonie du prolétariat. Les problèmes urbains jouent alors un rôle privilégié dans la construction de l'alliance de classes sur des bases revendicatives (et non seulement politiques) du fait de leur pluriclassisme et de leur caractère de contradiction secondaire, mais directement aux prises avec l'appareil d'Etat.

• Par contre, si l'on part de l'idée que l'autonomie prolétarienne est encore à construire, politiquement, idéologiquement, organisationnellement, alors les enjeux urbains sont relativement secondaires par rapport à la lutte ouvrière et aux conflits directement politiques. Cette attitude est d'autant plus logique pour la perspective signalée que le domaine de la lutte urbaine est, *à la fois* (voilà le problème) le plus facile à pénétrer pour des nouvelles forces politiques (du fait de l'inorganisation des masses dans ce domaine) et le plus propice aux orientations politiques petites bourgeoises. D'où, un certain danger (maintes fois vérifié...!) de «reconstruire le parti du prolétariat» à partir de la demande de boîtes aux lettres dans les escaliers, avec les conséquences logiques d'un tel décalage: sur-idéologisation de la lutte revendicative et faible prolétarianisation de l'organisation. Ceci ne veut pas dire, bien sûr, que des interventions conjoncturelles sur l'urbain ne soient pas profitables pour de telles tendances politiques, mais, en règle générale, plus on est centré sur la construction de l'autonomie prolétarienne, plus la problématique de l'alliance de classes est peu actuelle et plus les contradictions urbaines deviennent secondaires du point de vue de la *stratégie politique révolutionnaire centrée sur la prise du pouvoir*.

Si l'on pense maintenant à l'importance des tendances politiques qui convergent dans un intérêt accru pour la question urbaine (la classe dominante, la révolte petite bourgeoise, le réformisme, la tactique révolutionnaire en phase d'alliance de classes), on pourra s'expliquer l'importance croissante de cette problématique: non seulement elle exprime certaines tendances structurelles nouvelles au niveau de l'économique, mais encore, *la dynamique spécifiquement politique de la plupart des grands courants dans la scène politique du capitalisme avancé les amène à en faire un enjeu privilégié dans leur stratégie*. Ce qui explique, à la fois, la portée et l'ambiguïté de la question urbaine, ce qui en fait un terrain piégé de l'idéologie et une source de conflits politiques, *au sens précis* que nous venons d'établir.